

Saint-Germain-de-Kamouraska, 22 février 2010

Monsieur Jean Charest, premier ministre,
Édifice Honoré-Mercier, 3^e étage,
835, Boulevard René-Lévesque-Est
Québec, Qué.
G1A 1B4

Objet : mise en œuvre des recommandations du rapport Pronovost

Monsieur le Premier ministre,

Il y a maintenant deux ans que la **Commission sur l'avenir de l'agriculture** a démontré la nécessité d'une mise à jour de notre régime et de nos politiques agricoles pour permettre à notre agriculture de retrouver la rentabilité et de se redéployer partout sur le territoire, selon les exigences actuelles du marché et des consommateurs.

À votre demande et sous l'égide du Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, la **faisabilité et l'opportunité des réformes** proposées par le Rapport Pronovost ont été confirmées par des rapports et des consultations diverses : rapport Saint-Pierre, rapport Ouimet, consultations sur la future politique agricole, etc.

Certains volets de la réforme proposée ont déjà été mis en place : la structure de gestion de la Financière agricole, un premier soutien au développement de circuits courts de mise en marché, et surtout, le nouveau cadre de financement et d'assurances agricoles instauré en décembre dernier par le ministre Claude Béchar. Par ces mesures, le Ministère de l'Agriculture a clairement manifesté sa volonté et sa capacité de reprendre le contrôle de nos politiques agricoles.

Monsieur Béchar a également annoncé pour le printemps qui vient une **révision globale des lois** et règlements qui encadrent la mise en marché des produits agricoles, la gestion de la zone agricole et la représentation des agriculteurs, ainsi qu'un énoncé de politique agricole pour les années à venir. Sans ces réformes, indispensables pour diversifier et réorienter les agriculteurs vers des productions spécialisées et une mise en marché de

proximité, le resserrement des assurances agricoles décrété en décembre dernier risque de condamner un grand nombre d'entre eux à la faillite ou à l'abandon.

Or la **conjuncture politique** dans laquelle évolue présentement votre gouvernement nous fait craindre que les réformes promises ne soient mises en veilleuse. Il y a d'abord la maladie du ministre Claude Bécharé qui nous attriste et nous inquiète d'autant plus qu'il a fait la preuve de son contrôle du dossier et de sa capacité de négocier les virages nécessaires avec les agriculteurs et les membres du gouvernement. Il y a surtout les débats politiques en cours qui peuvent inciter votre équipe ministérielle à vouloir surseoir à des réformes susceptibles de provoquer des turbulences supplémentaires puisqu'elles remettent en cause un régime dont les bases remontent au début de la Révolution tranquille.

Les groupes importants d'agriculteurs, de consommateurs, d'écologistes et de citoyens qui sont regroupés dans la **Coalition SOS-Pronovost** s'en inquiètent vivement et insistent de nouveau pour que votre gouvernement procède sans délai à cette réforme complète. Si, après avoir resserré les fonds alloués aux agriculteurs, on ne leur fournit pas rapidement les outils et un nouveau cadre pour se réorganiser et se redéployer sur le territoire, on assistera à une débandade de ce qui nous reste d'agriculture indépendante et on compromettra à jamais notre capacité d'assurer chez nous un minimum de souveraineté alimentaire et de conditions acceptables de santé publique et environnementale.

Le modèle unique d'agriculture et le monopole de gestion en place ne permettent plus de répondre aux besoins actuels. Si on n'assouplit pas et n'adapte pas les structures actuelles de mise en marché collective, de gestion des usages en zone agricole, de réglementation et de représentation syndicale, notre agriculture ne pourra pas se rentabiliser, se diversifier et se territorialiser en fonction des besoins actuels du marché et du milieu. Nous ne pouvons laisser passer l'occasion qui se présente de donner toute sa place chez nous à une agriculture de territoire, à la production biologique, du terroir et de plus-value, aux circuits courts de commercialisation des produits de chez nous, aux jeunes qui veulent revenir à une agriculture à dimension humaine : pour ce faire, il faut modifier sans délai les programmes de soutien et les règles qui encadrent présentement la mise en marché collective, l'accès à la zone et aux terres agricoles, ainsi que liberté d'association.

Nous osons croire que l'objectif de votre gouvernement dans la réforme engagée ne se limite pas à restreindre les fonds publics consacrés à l'agriculture mais vise plutôt à **relancer notre agriculture** et améliorer la qualité de notre alimentation, de notre environnement et de notre occupation du territoire.

En conclusion, nous pensons qu'**une rencontre** de quelques représentants de notre Coalition avec vous et votre équipe serait utile pour définir nos attentes mutuelles et les meilleures façons de contribuer au succès de cette réforme qui est ni plus ni moins qu'un projet de société pour le Québec de demain. Nous sollicitons donc cette rencontre le plus tôt possible.

Roméo Bouchard,
au nom de la Coalition SOS-Pronovost

Document joint : liste des membres de la Coalition SOS-Pronovost

*Copie conforme :
Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire*